



HAL
open science

KMT : une victoire en trompe-l'œil

Frank Muyard

► **To cite this version:**

Frank Muyard. KMT : une victoire en trompe-l'œil. Perspectives chinoises, 2005, 87, pp.45-56.
10.3406/perch.2005.3285 . halshs-02515653

HAL Id: halshs-02515653

<https://shs.hal.science/halshs-02515653>

Submitted on 23 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

KMT : une victoire en trompe-l'œil

Frank Muyard

Citer ce document / Cite this document :

Muyard Frank. KMT : une victoire en trompe-l'œil. In: Perspectives chinoises, n°87, 2005. pp. 45-56;

doi : <https://doi.org/10.3406/perch.2005.3285>

https://www.persee.fr/doc/perch_1021-9013_2005_num_87_1_3285

Fichier pdf généré le 24/04/2018

KMT : une victoire en trompe-l'œil

Les élections législatives taiwanaises de décembre 2004

FRANK MUYARD

La récente reconduction de la majorité parlementaire du camp bleu, dans des proportions quasi identiques aux résultats de l'élection de 2001, masque plus de changements qu'il n'y paraît au sein des deux camps comme dans la capacité d'attraction électorale de chacun des partis. Bien que victorieuse, l'opposition continue à perdre des électeurs tandis que la défaite des Verts découle d'un mélange de facteurs politiques et d'erreurs tactiques. Le Parti démocrate progressiste (PDP) poursuit toutefois sa progression dans l'électorat et peut espérer de plus grands succès à l'avenir. Enfin, la forte hausse de l'abstention exprime une certaine désillusion des électeurs envers le débat politique et les partis taiwanais.

Les élections du Yuan Législatif (le Parlement) tenues le 11 décembre 2004 à Taiwan ont donné une nette majorité au camp bleu qui regroupe le Parti Nationaliste chinois (Kuomintang, KMT), le Parti du Peuple (*Qinmindang*, PFP) et le Nouveau Parti (*Xindang*, NP). Ce fut une surprise pour beaucoup, tant la victoire du camp vert était attendue après la réélection du président Chen Shui-bian en mars et la publication de nombreux sondages favorables aux Verts⁽¹⁾. Pour les spécialistes plus aguerris de la politique taiwanaise, une telle prouesse semblait toutefois difficile⁽²⁾. La divergence entre les sondages et le résultat final a créé un état de choc et un sentiment douloureux de défaite pour le camp vert et ses deux partis, le PDP (Parti démocrate progressiste, *Minjindang*) et la TSU (Alliance pour l'union de Taiwan, *Tailian*). Dans les médias nationaux et internationaux, comme à Pékin, certains ont de manière un peu rapide, lu dans ces résultats le signe d'un rejet par l'électorat taiwanais des politiques nationalistes et des visées indépendantistes de Chen Shui-bian ainsi que d'un changement d'opinion en faveur d'un rapprochement avec la Chine⁽³⁾.

Bien que l'élection représente un échec pour Chen et le PDP, une analyse plus fine montre que, comparé aux élections législatives de 2001, vainqueurs et perdants se comptent dans les deux camps, mais aussi que le PDP est

le seul parti qui gagne des suffrages. Grâce à sa victoire, le camp bleu conserve de justesse sa majorité parlementaire, mais dans des conditions telles – la perte d'un siège, la redistribution des votes entre ses trois composantes ainsi que le faible taux de participation – qu'on ne peut guère parler de progrès en terme de prédominance politique. D'un autre côté, la persistance d'une opposition majoritaire au sein de la législature est un revers important pour Chen et provoquera certainement des repositionnements et des changements de stratégie au sein des partis politiques en vue des prochaines élections.

Cet article se penche tout d'abord sur les résultats et les causes de la victoire du camp bleu, puis présente une lecture plus fine des chiffres électoraux qui amène à reconsidérer quelques-unes des premières interprétations de ce scrutin. Il conclut sur les conséquences à court terme de ces élections qui ont déjà refaçonné la dynamique politique de l'île.

La victoire du camp bleu

Le dernier sondage pré-électoral de la chaîne d'informations continues TVBS donnait, sur la base d'une participation de 70 %, une courte victoire au camp vert avec 106 sièges contre 105 pour les Bleus, les candidats indépendants détenant la clé de toute majorité⁽⁴⁾. Ce sondage laissait présager que la victoire du PDP et de la TSU ne serait pas aussi facile qu'annoncée, compte tenu notamment de l'orientation pro-bleue de la plupart des indépendants. De fait, le scrutin du 11 décembre 2004 a élu un Parlement quasi identique à

1. Cf. Kathrin Hille. « Taiwan ruling party casts KMT into the shade », *Financial Times*, 18 octobre 2004 ; « Pro-independence parties tipped to make gains in Taiwan vote », AFP, 8 décembre 2004.
2. Cf. Shelley Rigger, in « March to December: Taiwan's year of elections », CNAPS, Brookings Institution, 17 novembre 2004.
3. Keith Bradsher. « In Taiwan Ballot, Ties With Beijing Seem to Be a Winner », *New York Times*, 12 décembre 2004. La plupart des spécialistes étrangers furent consternés par cette interprétation, cf. Huang Tai-lin, « US scholars cite need to fight foreign media's 'spin' », *Taipei Times*, 13 décembre 2004.
4. Cf. AFP, *op. cit.*

celui de 2001 (voir tableau 1)⁽⁵⁾. Sur un total de 225 sièges, le camp bleu en remporte 114 (-1) et conserve sa majorité, tandis que les Verts n'obtiennent que 101 sièges et les indépendants 10. Le camp vert confirme ses progrès continus depuis 1998 avec une hausse, faible (+1), mais n'atteint pas son objectif (entre 105 et 120 sièges) et surtout les 113 sièges nécessaires pour contrôler le Parlement.

Au sein du camp bleu, l'élection a témoigné d'un revirement par rapport à 2001, où le PFP avait obtenu des gains conséquents aux dépens du KMT qui avait alors atteint son étiage. Cette fois, le KMT a augmenté de 11 le nombre de ses sièges, passant à 79, alors que le PFP qui en comptait 46, en a perdu 12, totalisant au final 34 sièges. Le Nouveau Parti qui avait gagné un siège (Kinmen) en 2001 l'a conservé en 2004. Trois autres de ses membres ont aussi été élus cette fois-ci, mais ont été comptabilisés dans les résultats du KMT. En effet, à l'exception de Kinmen, les candidats du NP ont officiellement fait campagne sous la bannière du KMT afin de maximiser le nombre de députés complémentaires attribués à la proportionnelle du total des voix rassemblées par chaque parti⁽⁶⁾.

Il demeure que le PDP a maintenu sa position de plus grand parti du pays avec 89 sièges, ce qui représente une augmentation de deux sièges. Mais ce résultat a été assombri par la perte d'un siège de la TSU, qui tombe à 12 députés, et surtout par la persistance de son statut minoritaire au Parlement. Les pourcentages pour chaque parti révèlent des tendances similaires malgré des différences intéressantes : le PDP a engrangé 35,7 % des suffrages, soit une croissance de 2,3 % par rapport à 2001. Le KMT a recueilli 32,8 % des voix, ce qui représente apparemment une hausse importante par rapport aux 28,6 % de 2001. Mais une fois combinés, les résultats du KMT et du NP en 2004 et 2001 sont respectivement de 32,9 % et 31,1 %, représentant une croissance de 1,8 %, et donc inférieure à celle du PDP. Pour le PFP, la chute est spectaculaire: moins 4,7 % par rapport 2001 pour un total de seulement 13,9 % des voix, tandis que la TSU reconduit son score de 2001 avec 7,8 % des voix (+0,003 %). Le solde est allé aux candidats indépendants qui ont reçu approximativement 0,5 points de plus qu'en 2001, atteignant les 9,6 % (voir tableau 2).

Cette victoire est un résultat très positif pour le KMT, qui pour la première fois depuis 1998, progresse lors d'une élection nationale. Pour le PFP, le résultat est très décevant, et les récriminations de ses responsables - présentant leur défaite - à l'égard du grand frère « tyrannique » ont commencé avant même le jour de l'élection. Les progrès du KMT apparaissent de fait provenir directement d'un

1. Résultats des élections législatives (en nombre de sièges)

	Décembre 2004 (sièges directs et sièges proportionnels*)	Décembre 2001 (sièges directs et sièges proportionnels*)	Différence
PDP	89 (70+19)	87 (69+18)	+2
KMT	79 (61+18)	68 (53+15)	+11
NP	1 (1+0)	1 (1+0)	-
PFP	34 (27+7)	46 (35+11)	-12
TSU	12 (7+5)	13 (8+5)	-1
Indépendants	10 (10+0)	10 (10+0)	-
Total Camp vert	101 (77+24)	100 (77+23)	+1
Total Camp bleu	114 (89+25)	115 (89+26)	-1

* On distingue les sièges de circonscriptions électorales locales élus directement et ceux des listes nationales qui sont attribués proportionnellement au résultat de chaque parti dans les circonscriptions.

Source : Commission électorale centrale (CEC) et base de données électorales de l'Université Chengchi (NCCU), Taiwan, (<http://vote.nccu.edu.tw/engceec/vote4.asp>).

basculement de votes PFP : +11 sièges pour le KMT et -12 pour le PFP (+8 et -8 respectivement si seuls les candidats directement élus sont comptabilisés). Le résultat constitue ainsi un jeu à somme nulle pour l'opposition, mais pas pour le KMT qui connaît un impressionnant revirement de fortune. Ceci explique que les sentiments et expressions de victoire ont été si forts au sein du KMT et dans une moindre mesure au NP⁽⁷⁾.

Mais le battage post-électoral des médias et du KMT autour du succès de l'opposition doit être tempéré. Le bon résultat du KMT n'aurait d'ailleurs pas eu un si grand impact si le parti et Lien Chan n'avaient été donnés hors course après leur défaite à l'élection présidentielle de mars dernier. Il

5. Sur les élections législatives de décembre 2001, voir Lin Jih-wen, « Les élections 2001 à Taiwan : le triomphe du multipartisme », *Perspectives chinoises*, n° 68, novembre-décembre 2001, pp. 56-65.
6. Pour les détails du système électoral législatif à Taiwan, cf. GIO, « Background information on the 2004 Legislative Yuan election », www.gio.gov.tw/taiwan-website/5-gp/election2004/
7. Le résultat des élections est plutôt bon pour le NP comparé à son écrasante défaite de 2001 et légitime son alliance avec le KMT. Ses candidats élus sous la bannière du KMT ont reçu un très fort soutien électoral, assurant une certaine influence future pour le petit parti, notamment à Taipei et dans sa banlieue. Les trois nouveaux députés NP sont Lai Shyh-bao (Taipei-Sud, qui a obtenu le nombre de voix le plus élevé de toute la ville, 70 773), Fei Hung-tai (Taipei-Nord) et Lei Ching (troisième circonscription du *xian* de Taipei, la seconde récipiendaire de voix au plan national avec 72 467 voix). Au total, le NP a eu 8 candidats, 7 faisant campagne pour le KMT, et un sortant, Wu Cheng-tien à Kinmen. Pour les résultats par circonscription, cf. *Lianhe bao*, 12 décembre 2004, p. A11.

rappelle fort à propos le poids persistant du KMT et de son orientation nationaliste chinoise modérée dans le champ politique. Le PDP, en se définissant comme le nouveau représentant de la majorité nationale et en annonçant l'arrivée d'une ère de pouvoir Vert à Taiwan, a involontairement donné à la victoire de son opposant un retentissement bien plus important que la simple répétition des résultats de 2001 méritait. Il est vrai que la forme pitoyable du camp bleu après son échec de mars 2004, les réactions agressives des députés PFP et de leurs partisans, le refus des deux candidats bleus de reconnaître officiellement leur défaite et leur obstination à faire appel en justice de la réélection de Chen – des comportements perçus négativement par une large majorité de la population, comme l'ont attesté les sondages à plusieurs reprises au cours de l'année –, les tensions internes au KMT et les appels à la réforme du parti, et finalement l'incapacité du KMT et du PFP à finaliser leur fusion, furent autant de facteurs qui amenèrent les Verts et une partie des médias à parier sur la désintégration des forces bleues⁽⁸⁾. De plus, le PDP et Chen Shui-bian devaient remporter l'élection s'ils voulaient sortir de l'impasse institutionnelle qui a caractérisé les relations entre le gouvernement et le Parlement durant les quatre dernières années et mettre en œuvre leur programme. Obnubilés par cet objectif, ils ont eu tendance à surestimer leur capacité de l'atteindre.

Les principaux facteurs de la victoire de l'opposition

Avec le vent populaire apparemment en poupe, le camp vert est indiscutablement tombé dans le piège d'une confiance excessive. Mais les élections se gagnent sur le terrain et la défaite du PDP peut être plus directement attribuée à certains choix dans la gestion des trois principaux facteurs de cette élection : sa nature locale, le type de campagne adoptée, la nomination des candidats et l'allocation des votes ; facteurs auxquels on doit ajouter la question de l'abstention très mal évaluée par les partis en compétition.

La nature de l'élection

Les élections législatives, particulièrement à Taiwan – mais cela est vrai pour la plupart des démocraties –, sont largement dominées par les questions locales et par conséquent très différentes des élections de type national comme l'élection présidentielle où l'électorat doit choisir parmi quelques individus un chef d'Etat qui représentera le pays et son orientation politique. Par conséquent, les partis qui saisiront le mieux



les besoins et désirs de leurs électeurs au niveau local, circonscription par circonscription, sont les plus susceptibles de l'emporter. A Taiwan, les relations clientélistes classiques entre élus et électeurs ont pris depuis longtemps la forme de réseaux d'influence et de factions locales profondément enracinés et publiquement reconnus, qui ont un effet important sur les élections locales et législatives en terme de répartition des voix et de votes groupés⁽⁹⁾. Bien que l'influence des factions locales soit généralement sur le déclin, des études récentes sur des campagnes électorales dans le Centre et le Sud de l'île montrent que le succès des hommes politiques dépend toujours de leur appartenance à un type ou à un autre – de préférence plusieurs – de réseaux et de factions⁽¹⁰⁾. Ce système constitue la base du pouvoir local du KMT depuis des décennies, et le Parti Nationaliste bien qu'en moins bonne santé financière qu'auparavant, est toujours à son meilleur quand vient le temps d'employer ces organisations clientélistes⁽¹¹⁾. Ceci a pour première conséquence

8. Cf. Lawrence Chung, « Kuomintang in crisis », *Strait Times*, 8 août 2004.

9. Pour une analyse générale de l'influence des factions locales lors des élections taiwanaises, voir Mikael Mattlin, « Nested pyramid structures: Political parties in Taiwanese elections », *China Quarterly*, n° 180, décembre 2004, pp. 1031-1049.

10. Cf. Bruce Jacobs, « Faction, blood and party », *Taipei Times*, 5 décembre 2004. Ainsi que Fiorella Allio, « Pour une étude anthropologique des élections taiwanaises », séminaire donné au CEFC-Taipei, 16 décembre 2004. Les recherches de M. Mattlin et de F. Allio montrent que les factions locales (*difang paixh*), les réseaux locaux (*jieng mailuo*) et les organisations locales (*difang zuzhi*) doivent être différenciés.

11. Pour une analyse historique du système de pouvoir du KMT, voir Yun-han Chu et Jih-wen Lin, « Political development in 20th Century Taiwan: State-building, regime transformation and the construction of national identities », *China Quarterly*, n° 165, mars 2001, pp. 102-129.

2. Résultats des élections législatives (en nombre de suffrages et en %)

	2004		2001	
	Nombre de suffrages (et évolution comparée à 2001)	Pourcentage (et évolution comparée à 2001)	Nombre de suffrages	Pourcentage
PDP	3 471 439 (+23 689)	35,72 (+2,32)	3 447 740	33,38
KMT*	3 190 081 (- 16 773)**	32,83 (+1,78)**	2 949 371	28,56
NP	12 137 (Kinmen)	0,125	269 620	2,61
PFP	1 350 613 (- 567 223)	13,90 (- 4,7)	1 917 836	18,57
TSU	756 712 (- 44 848)	7,79 (+ 0,03)	801 560	7,76
Indépendants	936 387 (- 5 341)	9,62 (+ 0,5)	941 728	9,12
Total Camp vert	4 228 141 (- 21 159)	43,51 (+ 2,37)	4 249 300	41,14
Total Camp bleu	4 552 831 (- 583 996)	46,85 (- 2,89)	5 136 827	49,74

* Alliance KMT-NP en 2004 (sauf Kinmen) ** KMT-NP 2004 (incluant les voix du candidat NP de Kinmen) comparé à 2001 KMT + NP
Source : Commission électorale centrale (CEC) et base de données électorales de l'Université Chengchi (NCCU).

d'influencer les autres partis à jouer aussi le jeu des organisations locales plutôt que d'insister uniquement sur la loyauté et l'affiliation au parti. Pour la TSU, issue de la faction « taïwanaise » du KMT, il s'agit de pratiques naturelles et, de fait, la plupart de son travail ces trois dernières années a été d'essayer de rediriger, avec un succès limité, le soutien des réseaux locaux du KMT en sa faveur, notamment dans le Sud. On retrouve la même stratégie au PFP. Pour le PDP, les enjeux sont différents car une part significative de son programme et de son image est construite sur le rejet du système des factions et des réseaux locaux dont il était traditionnellement exclu et qu'il dénonce comme une machine d'achat de votes pour un KMT corrompu⁽¹²⁾. Les reportages électoraux comme les résultats de certains candidats indiquent toutefois que cette fois-ci le PDP s'est engagé, dans le Sud comme dans le Nord, dans une coopération plus étroite qu'en 2001 avec les organisations locales. Certains observateurs et des stratèges du PDP y ont vu un retour en arrière par rapport à un système politique moderne basé sur les partis nationaux et ont déploré la dépendance croissante du parti à l'égard des demandes locales et corporatistes pouvant facilement conduire à des pratiques de corruption⁽¹³⁾. En fait, le système électoral actuel et la force historique des réseaux locaux à Taiwan fait qu'il est impossible pour le PDP d'ignorer leur pouvoir⁽¹⁴⁾. Mais le camp vert n'a pas été aussi efficace que le KMT et les indépendants dans leur mobilisation.

Les campagnes des camps bleu et vert

En termes de style de campagne, l'élection de décembre 2004 se caractérise par les approches opposées des deux

camps : alors que le PDP et la TSU ont choisi une campagne plutôt idéologique et centrée sur Chen Shui-bian, le parti national et les thèmes identitaires, le camp bleu a choisi de privilégier une campagne locale plus pragmatique, orientée vers les besoins des électeurs et la mobilisation des réseaux.

Au départ, la campagne du PDP était moins idéologique et mêlait la promotion des réalisations du gouvernement aux promesses de faire mieux en cas de victoire majoritaire. Les raisons du changement de stratégie et l'intervention directe de Chen Shui-bian tiennent au peu d'écho de cette thématique jusqu'en octobre et à la crainte de l'attraction des électeurs indépendantistes du PDP par une TSU très active. A partir de novembre, le PDP et Chen Shui-bian ont alors lancé une campagne similaire à celle de l'élection présidentielle de mars 2004⁽¹⁵⁾, privilégiant les thèmes de l'indépendance et de l'identité taïwanaise et centrée sur Chen lui-même – dont la présence écrasante

12. A propos des différentes approches du KMT et du PDP sur cette question, voir Christian Göbel, « Décapiter l'hydre : le combat contre la corruption politique et le crime organisé », *Perspectives chinoises*, n° 85, septembre-octobre 2004, pp. 17-28.
13. Cf. B. Jacobs et F. Allio, *op. cit.* Tout le monde n'est pas aussi pessimiste, par exemple Michael H. H. Hsiao voit dans le résultat de l'élection une progression du système politique bi-partisan, et loue l'influence des organisations et des groupes sociaux de la « société civile » sur le champ politique taïwanais. Cf. Son intervention lors de la conférence de l'INPR sur « The implications of 2004 legislative election in Taiwan », Taipei, 12 décembre 2004.
14. Cf. Shelley Rigger, « The Democratic Progressive Party in 2000: Obstacles and opportunities », *China Quarterly*, n° 168, décembre 2001, pp. 944-959.
15. Pour une analyse des campagnes électorales et de l'élection présidentielle de mars 2004, voir Frank Muyard, « Naissance d'une nation à Taiwan ? », *Perspectives chinoises*, n° 82, mars-avril 2004, pp. 33-48.

éclipsa les quatre « rois » du PDP originellement en charge de la campagne⁽¹⁶⁾. Ceci a conduit à une profusion de mesures et de propositions pro-Taiwan et anti-Chine par le gouvernement et à placer l'agenda de la campagne du PDP sous la domination des idées de Lee Teng-hui et de la TSU⁽¹⁷⁾.

Les principaux thèmes de campagne du camp vert ont été les suivants : consolider l'identité nationale taiwanaise, mettre en avant la fierté d'être taiwanais, renforcer les forces militaires et politiques nationales contre la Chine (notamment via la ratification par le Parlement d'un contrat conséquent d'achat d'armes américaines), poursuivre la réforme et la taiwanisation des programmes et manuels scolaires, se débarrasser des derniers résidus de l'Etat-parti KMT et de son influence dans les domaines administratifs et politiques, et enfin réécrire la Constitution « chinoise » en une Constitution « taiwanaise » qui serait soumise à référendum (mais – pour le PDP – en conservant le nom, les emblèmes et le territoire officiel de la République de Chine).

Certaines de ces propositions restent controversées à Taiwan et beaucoup d'électeurs, même sans y être opposés en théorie, n'ont été ni convaincus de l'opportunité de les introduire dans le débat politique actuel ni n'ont ressenti le besoin de les soutenir. Inévitablement, ces propositions ont aussi conduit à des requêtes plus provocantes de la part des rangs verts – le rejet de Sun Yat-sen comme Père de la nation ou la modification des sujets des examens administratifs pour des sujets uniquement taiwanais – qui ont été officiellement rejetés par Chen ou le gouvernement⁽¹⁸⁾. Additionnées aux attaques de Chen à l'égard du KMT pour sa tentative de « semi-coup d'Etat » dans le sillage de sa réélection en mars et à son appel officiel à une « rectification des noms » (正名, *zhengming*) des bureaux de représentation du pays à l'étranger, des institutions gouvernementales et des entreprises publiques – substituant le nom de « Taiwan » à celui de « Chine » –, ces propositions ont accentué la polarisation d'un débat électoral où les conflits entre idéologies et nationalismes opposés ont prévalu sur toute possibilité de compromis ou de politiques modérées.

Malgré le soutien officiel général des dirigeants et stratèges du PDP à ce changement de ton et à la prise en charge par Chen de la campagne électorale, certains candidats du PDP ont paru peu convaincus de leur nécessité et de leur impact positif sur le résultat final. Quant à la TSU, elle a en coulisse exprimé sa désapprobation de voir sa campagne phagocytée par celle du PDP, tout en se réjouissant publiquement que l'ensemble du camp vert reprenne sa

3. Nombre de candidats par parti dans les circonscriptions électorales locales et taux de succès (députés élus / candidats)

	Nombre de candidats		Taux de succès	
	2004	2001	2004	2001
PDP	92	83	76,1 %	83,1 %
KMT	74	97	82,4 %	54,6 %
NP	1	32	100 %	3,1 %
PFP	41	61	65,8 %	57,5 %
TSU	30	39	23,3 %	20,5 %
Total Camp vert	122	122	63,1 %	63,1 %
Total Camp bleu	116	170	76,7 %	52,4 %

Source : Commission électorale centrale (CEC) et base de données électorales de l'Université Chengchi (NCCU).

thématique. De même certains analystes ont souligné combien le choix d'une rhétorique fortement idéologique pourrait s'avérer contre-productive⁽¹⁹⁾. Quelle que soit l'issue de la campagne, elle ressortirait en tous cas de la responsabilité personnelle de Chen.

Dans le camp bleu, un soutien national fut offert à tous les candidats par le biais de grands meetings, de visites des dirigeants des partis, et de spots télévisés en rafale. Mais la campagne du camp bleu est restée essentiellement locale, centrée sur l'électorat et menée par les candidats et échelons locaux des partis. Dans le Centre et le Sud, les candidats allèrent même jusqu'à renoncer à toute référence au KMT, à Lien Chan, ou au PFP sur leur matériel électoral, cette identification partisane étant perçue comme nuisible à la victoire. Cependant, la campagne du camp bleu n'a pas été dépourvue de thèmes politiques et idéologiques. Ceux-ci tournèrent principalement autour de l'image conservatrice et responsable que le KMT a toujours tenu à développer : le maintien de l'identité chinoise de Taiwan et de l'histoire de la République de Chine, le souci d'éviter toute provocation ou risque de guerre

16. Su Tseng-chang, Hsieh Chang-ting, Yu Hsi-kun et Chang Chun-hsiung.

17. Avec toutefois des différences importantes : alors que le programme d'indépendance accélérée de la TSU prévoit la modification du nom officiel de Taiwan, le rejet total de la République de Chine (RDC), de son héritage et de son nom (chinois), et la mise en place rapide d'une nouvelle Constitution entièrement taiwanaise, le programme du PDP ne soutient pas ces idées.

18. « Chen reaffirms Dr. Sun history to halt distortions », *China Post*, 14 novembre 2004.

19. Cf. Lawrence Eyton, « Taiwan elections curiously and curiously », *Asia Times Online*, 9 décembre 2004. A propos de l'expérience électorale antérieure du PDP, voir aussi S. Rigger, *op. cit.*

par l'accroissement de la « taiwanisation » du pays, le rejet de la désinisation, la détente des relations politiques entre Taiwan et Pékin, la réduction du montant de l'achat d'armes américaines considéré comme trop onéreux pour le budget national et militairement inutile si les relations inter-détroit s'amélioraient, la stimulation de l'économie taiwanaise grâce à des mesures en faveur du commerce et d'une intégration économique plus étroite entre les deux rives du détroit.

Et comme l'atteste la création hautement controversée d'une « Commission d'enquête spéciale sur les événements du 19 mars » par un Parlement aux mains de l'opposition, la rhétorique du camp bleu contre le parti au pouvoir et Chen fut largement aussi agressive que celle des Verts. Dans les dernières semaines de campagne, la tension politique monta encore d'un cran lorsque le KMT réclama, sur la base de la légitimité politique et de l'« esprit » de la Constitution, la remise de l'autorité gouvernementale du PDP au camp bleu en cas de victoire législative, et menaça de plonger la nouvelle législature dans le chaos s'il ne gagnait pas l'élection⁽²⁰⁾. La radicalisation du discours et des tactiques du Parti Nationaliste en a surpris plus d'un. Il était aussi difficile de comprendre comment le maintien d'une majorité législative par le camp bleu pourrait se traduire par des changements constitutionnels et institutionnels ainsi que par l'attribution du pouvoir exécutif sur la seule base de la légitimité d'une « nouvelle » opposition, quand ceci ne fut pas fait lors d'occasions antérieures similaires, notamment après l'élection législative de 2001. Que le système constitutionnel taiwanais soit comparable à celui de la France et à sa « cohabitation » ou bien au système américain et à sa nette division entre les trois branches du pouvoir, doit encore être déterminé dans la mesure où il s'inspire clairement des deux modèles à la fois. En attendant, tout compromis entre les partis dirigeants et d'opposition devrait davantage prendre la forme d'une coalition gouvernementale ou d'une coopération au cas par cas au sein du Parlement que celle d'une pleine prise en charge des responsabilités exécutives par la majorité législative⁽²¹⁾.

Comme certains analystes l'ont remarqué avant le scrutin, la stratégie de campagne du PDP a été menée en complète opposition à ses expériences antérieures de succès aux élections locales et législatives⁽²²⁾. Son échec final renforce l'idée que le choix d'une campagne de type présidentielle fondée sur des thèmes identitaires et idéologiques controversés n'était pas en accord avec la nature de l'élection et a par conséquent constitué une des principales causes stratégiques de la défaite du camp vert. Toutefois d'autres facteurs, essentiellement tactiques, ont également joué.

Nombre de candidats et allocation des voix

Le système électoral à Taiwan, caractérisé par un mode de scrutin à vote unique non transférable et par des circonscriptions plurinominales, exige de chaque parti une organisation très élaborée au niveau local afin de maximiser le nombre de candidats élus à partir du total de votes escomptés dans chaque circonscription. Le nombre de candidats du parti doit être limité afin d'éviter une dispersion des voix entre trop de candidats, qui se solderait par l'échec de tous ou de la plupart. Ensuite, un système d'allocation des voix doit être mis en place pour s'assurer que chaque candidat reçoive le minimum prévu de voix nécessaires à son élection. Comme certains candidats (les sortants, les ténors des partis, les célébrités locales ou médiatiques) sont plus connus que d'autres, et que certains sont étroitement liés aux réseaux locaux qui peuvent leur prodiguer un grand nombre de voix, une bonne coopération entre les candidats d'un même parti ou d'une alliance de partis, ainsi qu'une organisation électorale efficace sont nécessaires pour contrôler le transfert des voix aux candidats ayant moins de chance de l'emporter. Le moindre échec à l'une des étapes peut aboutir à la perte d'un siège. La principale difficulté pour les partis est d'assurer la coopération entre leurs propres candidats qui, en raison du mode de scrutin, deviennent concurrents entre eux. L'autre défi est de réguler les transferts de voix au sein de son propre électorat pour éviter que des mouvements spontanés de sauvetage de candidat « faible » n'aboutissent à des transferts dépassant la quantité nécessaire et soient finalement fatals aux candidats « forts ».

Le système de répartition des votes et le nombre limité de candidats ont traditionnellement été perçus comme des atouts du PDP et expliquent pourquoi il a constamment obtenu un nombre de sièges proportionnellement plus important que ses résultats en voix. Ce fut notamment le cas lors de l'élection législative de 2001 où le camp bleu, et particulièrement le KMT, a été critiqué pour son grand nombre de candidats et son piètre maniement de l'allocation des voix.

Cette fois, les trois partis d'opposition ont plutôt bien coopéré pour limiter leur nombre de candidats. Ainsi, les candidats KMT et NP pour les districts électoraux locaux étaient seulement au nombre de 75 (74+1) en décembre 2004 contre 109 (97+32) en 2001, alors que le PFP est

20. « Mixed reaction to Lien's call to form gov't », *China Post*, 7 décembre 2004.

21. Pour une étude de la Constitution et de la « cohabitation » taiwanaises, voir l'article de Da-Chi Liao et Herlin Chien dans ce numéro.

22. Cf. L. Eyton, *ibid.*

4. Nombre total de suffrages et taux de participation aux élections législatives

	Décembre 2004	Décembre 2001	Différence 2004/2001
Nombre d'électeurs inscrit	16 559 254	15 822 583	+ 735 671
% de la population totale	73,14 %	70,79 %	+ 2,35 %
Nombre de suffrages exprimés (votes valides)	9 796 299 (9 717 359)	10 469 005 (10 327 855)	- 672 706 (-610 496)
Taux de participation	59,16 %	66,16 %	-7 %

Source : Commission électorale centrale (CEC) et base de données électorales de l'Université Chengchi (NCCU).

passé de 61 candidats à 41 (voir tableau 3)⁽²³⁾. La réduction est significative (-54 candidats) et donne un total de 116 candidats pour le camp bleu (au lieu de 170). Ceci reflète une bien meilleure appréciation de la situation électorale réelle par les trois partis et aboutit finalement à un résultat favorable. En terme d'allocation des suffrages cependant, la coopération a été difficile et a généré de nombreuses réclamations par les candidats et dirigeants du PFP et du NP en ce qui concerne le comportement « mesquin » et « injuste » du KMT, qui était alors vu comme le plus grand fournisseur potentiel de voix⁽²⁴⁾.

Du côté des Verts, le nombre de candidats pour les districts électoraux est resté stable (122), le PDP en a ajouté 9 pour atteindre le nombre de 92 candidats et la TSU en a enlevé 9 pour compter au total 30 candidats. Bien que la quantité « trop » élevée de candidats PDP fut critiquée après le vote, le nombre total de candidats Verts n'a en fait pas changé. En outre, comme l'a souligné Bruce Jacobs, le PDP devait nommer plus de candidats s'il voulait obtenir la majorité au Parlement⁽²⁵⁾. Le problème semble plutôt résider dans le nombre de candidats de la TSU. Cette dernière a en effet le ratio le plus bas de députés élus/candidats (23,3%), illustrant sa confiance excessive dans l'objectif de doubler son nombre de députés sur la base d'un programme politique étroit fondé essentiellement sur l'identité taïwanaise. Le ratio du PDP (76,1%) est plutôt bon et proche de celui du KMT, qui est le meilleur. Le dysfonctionnement du système de répartition des votes entre les candidats du PDP eux-mêmes, comme le montre le grand nombre de candidats sortants du PDP qui n'ont pas été réélus, est aussi une cause directe de perte de sièges. Une faible coopération et une mauvaise allocation des voix au sein du PDP et entre le

PDP et la TSU font par conséquent partie des causes majeures de l'échec du PDP à remporter plus de sièges.

Le grand nombre de candidats sortants non réélus est remarquable : 37 dont 14 du PDP, 9 du PFP et 4 de la TSU pour seulement 4 du KMT (les six restants sont des indépendants). Des figures politiques bien connues et des dirigeants nationaux de parti comptent parmi les victimes⁽²⁶⁾. Le nouveau Parlement compte ainsi de nombreux nouveaux députés parfois sans expérience, notamment au sein du groupe PDP⁽²⁷⁾. Cette situation tendrait à prouver que le contrôle des partis sur leur machine électorale a été plutôt déficient. Mais ce n'est pas le cas partout, même pour le PDP qui a fait un score parfait dans plusieurs circonscriptions⁽²⁸⁾.

Les facteurs externes

Comme pour l'élection présidentielle de mars, Pékin a fait de son mieux pour ne pas être vu comme interférant dans l'élection, tout en maintenant la pression sur le gouvernement taïwanais par le biais de critiques constantes à l'égard de Chen Shui-bian et de toute initiative des responsables politiques de l'île considérée comme poussant à l'indépendance⁽²⁹⁾. La Chine a aussi pris garde d'attendre les résultats finaux avant d'édicter toute mesure utilisable par le camp vert pour nourrir sa campagne et accroître ses chances électorales. Une fois le résultat connu, Pékin n'a toutefois pas attendu longtemps pour annoncer la promulgation d'une loi « anti-sécession », approuvée depuis par l'Assemblée populaire nationale, et exacerber ainsi la tension entre les deux rives du détroit⁽³⁰⁾. Pékin a aussi

- Pour obtenir le nombre total de candidats pour chaque parti, il faut additionner les listes des candidats nationaux et chinois d'outre mer à la somme des candidats des circonscriptions électorales locales : KMT-NP : 104 (103+1) en 2004 contre 186 (144+42) en 2001. PFP : 65 contre 89. DPP : 129 contre 111. TSU : 40 contre 55. Total du camp bleu : 169 en 2004, 275 en 2001. Camp vert : 169 contre 166. Ces candidats supplémentaires ne participent pas directement à la compétition électorale et sont élus en proportion du résultat total de leur parti lors du vote direct dans les circonscriptions électorales.
- Cf. Caroline Hong, « Pan-blue allies upset with KMT », *Taipei Times*, 8 décembre 2004.
- Bruce Jacobs, « Interpretation and implication of Taiwan's legislative elections », *Taiwan Perspective e-paper*, n° 55, 10 janvier 2005.
- En plus de Chen Hsue-sheng (KMT), on compte Tuan Yi-kang, Shen Fu-hsiung, Chen Mao-nan, Chou Ching-yu du PDP, Chen Chien-ming et Hsu Teng-kun de la TSU, Chin Huei-chu, Pang Chien-kuo et Hsieh Chang-chieh au PFP, et enfin chez les indépendants Walis Peilin et Su Ying-kuei. *Lianhe bao*, 12 décembre 2004, p. A6.
- L'élection a aussi vu le retour de 11 anciens députés : sept KMT, deux DPP, un PFP et un indépendant. *Zhongguo shibao (China Times)*, 12 décembre 2004, p. A9.
- Par exemple à Taipei-Nord (5/5), le comté de Tainan (5/5) et un indépendant pro-Vert, la ville de Tainan (3/3), le comté de Kaohsiung (5/5), le premier district de la ville de Kaohsiung (3/3), le comté de Chia-I (3/3), la ville de Chia-I (1/1), le comté de Nantou (2/2), la ville de Taichung (3/3), le comté d'Ilan (2/2) et la ville de Keelung (1/1).
- Pour un bon résumé, voir David Brown, « Campaign fallout », *Comparative Connections*, Pacific Forum CSIS, vol. 6, n° 4, janvier 2005.
- Cf. Willy Lam, « Beijing's post-election policy », *China Brief*, vol. 5, n° 1, 4 janvier 2005.

répondu prudemment mais positivement aux nouvelles offres de contacts inter-détroit et de liaisons aériennes directes entre les deux rives pour la période du Nouvel An chinois, proposées par Chen. Mais il a fallu attendre la fin des élections pour voir la Chine accélérer les négociations et accepter pour la première fois un accord sur l'établissement de vols directs charters pour les hommes d'affaires taiwanais travaillant en Chine⁽³¹⁾. Dans un sens, la tactique chinoise d'éviter de devenir un facteur majeur de l'élection, ce qui tourne habituellement au désavantage du camp bleu, a été une réussite. Cependant, l'annonce subséquente de la loi « anti-séparation » a été perçue comme totalement insensible au résultat de l'élection et au désir de la population taiwanaise d'améliorer les relations entre les deux rives.

En ce qui concerne les Etats-Unis, les relations entre l'administration Bush, notamment le Département d'Etat, et Chen sont restées tendues et marquées par un manque de confiance mutuelle et une série de déclarations officielles critiques du gouvernement taiwanais, ce qui eut comme d'habitude un fort écho au sein des médias et des cercles politiques de l'île⁽³²⁾. Cela n'a pas eu d'impact direct sur l'élection, mais confirmé que le PDP avait besoin d'améliorer ses relations avec Washington et d'établir un système de consultation et de coopération plus solide avec son principal allié. L'élection présidentielle américaine n'a pas non plus eu de forte influence sur l'élection législative puisque Bush restait aux yeux du gouvernement comme de l'opposition le premier choix. On ne s'attendait pas non plus à de grands changements avec la nomination de la nouvelle Secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice⁽³³⁾. A la différence de la pré-campagne présidentielle l'année dernière, le facteur américain n'a donc pas été très significatif bien que certainement peu favorable au PDP. Les remarques de Colin Powell sur Taiwan lors de son séjour en Chine, exprimant à l'évidence une profonde frustration à l'égard de la direction prise par Taiwan et la situation à travers le détroit, ont été de plus très mal articulées et fait preuve d'une ignorance du consensus politique taiwanais sur le statut du pays⁽³⁴⁾. En effet tant pour le KMT et les autres partis du camp bleu – y compris les factions pro-unification – que pour le gouvernement PDP, la République de Chine (RDC) est un pays indépendant et souverain à l'égal de la République populaire de Chine (RPC), comme l'attestent, entre autres, les relations diplomatiques officielles qu'elle entretient actuellement avec 26 pays et a entretenu avec les Etats-Unis jusqu'en 1979⁽³⁵⁾. Les remarques de Powell ont probablement eu un effet inverse au but recherché. Elles ont en effet révélé le manque de compréhension par Washington de la situation à Taiwan

et de la perception qu'a le peuple taiwanais de son propre pays, rendant ainsi le gouvernement et la population plus soucieux que nécessaire concernant la solidité de l'engagement des Etats-Unis envers Taiwan.

Le besoin d'une meilleure coopération avec Taiwan est ainsi également visible du côté des Américains, qui ne peuvent plus laisser bien longtemps leur interaction avec l'île – et leurs intérêts stratégiques dans la région – continués à être gérés à un niveau officiel aussi bas, alors même que la tension à travers le détroit, l'équilibre stratégique, et l'évolution *de facto* des termes du *statu quo* en Chine comme à Taiwan, font d'une guerre future un scénario plus probable que par le passé⁽³⁶⁾. L'affectation par le Département de la défense d'un officier militaire d'active à Taipei pour la première fois depuis 1979⁽³⁷⁾, aussi bien que ses efforts continus pour aider à la modernisation des forces taiwanaises et ses pressions sur les partis politiques taiwanais pour ratifier sa dernière offre d'armement, montrent que Washington est conscient du problème.

Un aspect des relations Etats-Unis-Taiwan a néanmoins été le sujet d'après débats lors de la campagne électorale : la vente de 18 milliards de dollars américains d'armements par Washington, offre acceptée par le gouvernement de Chen après trois ans de discussions. Le gouvernement a fait de l'approbation par le Parlement de ce contrat une partie centrale de son programme et du budget 2004-2005, et après avoir été rejeté par l'opposition, un des thèmes principaux de sa campagne. Chen et le PDP voient ce contrat comme essentiel pour entériner l'alliance stratégique et militaire informelle avec les Etats-Unis, ainsi qu'une preuve de l'engagement de l'île à payer pour sa future défense contre une potentielle attaque chinoise, base de l'amélioration de la relation américano-taiwanaise. Pour financer ce contrat, ils ont préparé un budget spécial sur une période de dix ans. Le KMT et le camp bleu, grands partisans d'achats d'armes américaines coûteuses lorsqu'ils étaient au pouvoir, critiquent aujourd'hui à la fois le montant excessif et la néces-

31. Cf. « Landmark deal on first direct flights in 56 years », *China Post*, 16 janvier 2005.

32. Cf. D. Brown, *op. cit.*

33. Cf. Chris Cocker, « Rice likely to remain tough toward Taipei. Beijing: scholars », *China Post*, 18 novembre 2004.

34. Cf. Joseph Kahn, « Warnings by Powell to Taiwan Provoke a Diplomatic Dispute », *New York Times*, 28 octobre 2004.

35. Cf. Hsu Yung-ming, « 'Identity problem' is not political », *Taipei Times*, 22 novembre 2004.

36. Voir Arthur Waldron, « Which way forward for Taiwan? », *International Assessment and Strategy Center Online*, 3 novembre 2004.

37. Cf. « US to post military officers to Taiwan mission: Jane », *AFP*, 19 décembre 2004.

sité de certaines armes (particulièrement les sous-marins dont on ne connaît encore ni le fournisseur ni le lieu de fabrication). Le sujet est devenu tellement politisé qu'il est désormais difficile de faire la part, sous la bataille partisane, des calculs politiques et des véritables soucis pour la défense nationale ou pour l'usage de l'argent public exprimés par les camps opposés⁽³⁸⁾. L'achat d'armement, qui selon les promesses de Chen aux Américains devait avoir lieu avant fin 2004, attend encore la ratification du Parlement. De fait, en dépit de réunions en février aux Etats-Unis entre des officiels de l'administration et Soong Chu-yu, et des déclarations ultérieures modérées de ce dernier laissant entendre qu'une solution de compromis rapide était possible, le camp bleu fait toujours bloc contre son adoption⁽³⁹⁾.

■ Une lecture approfondie des résultats

Une lecture rapide des résultats des élections peut aisément conduire à les interpréter comme soit une victoire pour le camp bleu et un revirement de ses déboires passés, soit une impressionnante continuité des préférences électorales sur une période de trois ans. Cette perspective a de fait été dominante parmi les membres des partis d'opposition et dans les médias. Pour le camp bleu qui ne s'explique la réélection de Chen Shui-bian en mars que par le « faux attentat » et autres anomalies électorales, le résultat du scrutin du 11 décembre vient même justifier leur analyse d'une élection présidentielle volée et injuste. Pour le PDP toutefois, le résultat décevant des élections législatives est dû à des erreurs techniques et tactiques, aggravées par une confiance excessive au sein du camp vert et une lassitude des électeurs. Les progrès du PDP, en pourcentage de voix et en nombre de sièges démontreraient par ailleurs que son programme réussit toujours à convaincre ; l'échec électoral ne pourrait être attribué à son penchant pro-indépendantiste ni à l'expression d'une insatisfaction de l'électorat.

En fait, une lecture plus fine des résultats montre d'abord que si la victoire du camp bleu est un beau succès politique, sa base électorale est plutôt fragile. Apparaît aussi une consolidation marquée des forces PDP au sein de l'électorat qui pourrait conduire à de meilleurs résultats pour les Verts dans le futur. Enfin, les électeurs ont montré leur préférence pour les programmes modérés et les positions centristes ou n'ont pas voté par manque de tels choix.

La première indication que ce scrutin est pour le camp bleu paradoxalement plus un revers qu'un progrès, ressort du pourcentage de voix obtenues. Tandis que le score total du

camp bleu atteignait 49,74 % des suffrages valides lors de la précédente élection législative en 2001, les partis de l'opposition n'ont cette fois-ci obtenu que 46,85 %, soit une baisse de 3 % (voir tableau 2). Dans le même temps, le camp vert a gagné 2,4 points pour atteindre un total de 43,5 % des suffrages. L'écart entre les deux camps s'est par conséquent réduit, passant de 8,6 % à 3,3 %, un résultat qui ne peut en aucun cas être considéré comme un succès de l'opposition. La seconde indication est le taux de participation. Avec 59,16 % de participation, c'est le plus mauvais taux pour une élection nationale depuis le début des élections libres et ouvertes dans les années 1990. La participation aux élections législatives est généralement plus faible que celle aux élections présidentielles qui atteignait respectivement 76,4 %, 82,69 %, et 80,28 % en 1996, 2000 et 2004. Mais lors de l'élection législative de 1995, la participation était de 67,65 %, en 1998 de 68,09 % et en 2001 de 66,16 % (voir tableau 4). Le taux d'abstention en décembre 2004 a été ainsi de 7 points supérieur à celui de l'élection antérieure (et en moyenne de 8 points supérieur à celui des élections de la décennie précédente). Combiné à l'augmentation, par rapport à 2001, de 2,3 % du nombre de personnes en âge de voter au sein de la population totale (elle-même en augmentation), ceci signifie qu'un nombre inférieur de personnes est allé voter. Ainsi alors que 735 671 personnes de plus qu'en 2001 étaient en droit d'exprimer leur suffrage, 672 706 électeurs de moins sont allés aux urnes⁽⁴⁰⁾. Les partis politiques ont clairement échoué à séduire les électeurs et à les faire voter. Si on considère simultanément la diminution de la participation et l'augmentation de la population électorale, c'est plus de 1,4 millions d'anciens et de nouveaux électeurs potentiels qui ont jugé inutile de se déplacer cette fois-ci.

Mais cette perte ne s'est pas transférée proportionnellement sur chaque parti en compétition. Le PDP est en fait le seul parti qui accroît ses suffrages, de 23 689 voix (voir tableau 2). Pour le KMT, il faut ajouter au décompte de 2001, les votes en faveur du NP suite à l'alliance électorale que les deux partis ont conclue en 2004 (et ajouter les voix du candidat NP de Kinmen en 2004). En 2001, le total des suffrages KMT et NP était de 3 218 991, alors qu'en décem-

38. « Arms deal to face opposition from 'pan-blue' in Legislature again ». *China Post*, 9 novembre 2004.

39. Ko Shu-ling. « Pan-blues block special arms budget ». *Taipei Times*, 30 mars 2005.

40. Et 610 496 votes valides. Le nombre de votes nuls a diminué d'environ la moitié (78 940 contre 141 150 en 2001, une réduction de 62 210). Lors des élections présidentielles de mars 2004, 13 251 719 votes (dont 12 914 422 valides) ont été exprimés pour une population électorale de 16 505 179 personnes. Chen Shui-bian et Lu Hsiu-lien ont reçu 6 471 970 voix pour seulement 6 442 452 votes en faveur de Lien Chan et Soong Chu-yu.

bre 2004 l'ensemble de leurs électeurs atteint seulement 3 202 218, soit une perte de 16 773 suffrages. Pour le PFP, la baisse est encore plus importante : une chute de 567 223 suffrages ou 30 % de son électorat de 2001. La TSU, tout en se maintenant en pourcentage, a aussi enregistré des pertes, rassemblant 44 848 suffrages de moins qu'en 2001. Le nombre des suffrages rassemblés par les candidats indépendants n'a presque pas bougé (-5 341) bien que leur pourcentage ait augmenté de 0,5 %⁽⁴¹⁾. Les 2,89 % de voix perdues par le camp bleu représentent ainsi 584 000 suffrages de moins, alors que le camp vert a seulement perdu 21 159 suffrages. Autrement dit, la diminution des suffrages du camp bleu représente 84 % de la réduction totale du nombre de voix (les 7 % d'abstention supplémentaire), alors que les pertes du camp vert n'en représentent que 3,2 %. Sur la base de ces chiffres, la victoire du camp bleu ne traduit pas un accroissement de son influence ni de son attraction sur l'électorat. Ce n'est pas non plus le signe d'un nouveau mandat confié par le peuple, encore moins, est-il besoin de le souligner, par rapport au mandat reçu par Chen Shui-bian en mars 2004 avec 11,8 % de plus de suffrages qu'en 2000 (presque 1,5 million de suffrages de plus). Le gain de 11 sièges obtenu par le KMT aux dépens du PFP ne correspond aucunement à un gain réel de suffrages.

Il est donc difficile de conclure que la campagne du PDP a vraiment échoué, car il reste le seul à avoir conquis de nouveaux électeurs. L'échec du PDP consiste avant tout à n'avoir pas réussi à inciter plus d'électeurs à participer au vote. Ceci est d'autant plus vrai qu'un fort taux de participation favorise en général le camp vert. Le cœur de l'électorat du camp bleu est en effet perçu comme plus enclin à voter pour exprimer son opposition à la politique du gouvernement actuel et regagner le pouvoir. Si cela est bien le cas, la baisse continue du nombre et du pourcentage de voix en faveur du camp bleu indiquerait que sa base électorale est en réduction rapide (584 000 voix disparues en trois ans). Le PDP a donc clairement consolidé sa position de parti dominant et sa base politique à la fois contre les Bleus et la TSU tandis que la tactique électorale a joué un rôle important dans son échec. De fait, la défaite de nombreux candidats PDP ou TSU s'est souvent jouée à la marge à un ou quelques milliers de voix près, et souvent avec deux candidats perdants issus d'un même parti ou de chacun des deux. Bien qu'au niveau local, les affiliations des candidats ne recourent pas nécessairement l'affiliation partisane et donc ne peuvent assurer un parfait transfert de voix, une meilleure coopération dans le processus de nomination des candidats et de répartition des votes aurait pu permettre d'aboutir à un meilleur

résultat. Avec un taux de participation légèrement plus élevé, le camp vert aurait même pu l'emporter. A ce sujet, les sondages pré-électorales n'apparaissent plus si erronés car ils se basaient sur des taux de participation élevés (70 %).

La campagne de Chen centrée sur des thèmes identitaires a ainsi eu deux résultats opposés ; elle a consolidé la base électorale du PDP et elle a fait fuir ou découragé les électeurs indécis et les centristes. Ce fut probablement une faute tactique à court terme. Mais à long terme, cela pourrait stratégiquement aider le PDP à atteindre deux buts. Tout d'abord, en réaffirmant son programme et son identité pro-indépendantiste, le PDP a accru son soutien au sein de l'électorat et a repoussé la menace de la TSU, notamment dans le Sud. Les électeurs qui ont choisi le PDP en décembre ne l'abandonneront probablement pas dans l'avenir à moins qu'il ne fasse d'énormes erreurs de gestion ou abandonne son identité politique. Ils se sont reconnus dans la rhétorique du PDP ou l'ont au moins préférée face aux programmes du camp bleu et de la TSU⁽⁴²⁾.

Simultanément, le résultat décevant de l'élection devrait freiner les radicaux du PDP qui doivent accepter qu'ils ne représentent toujours pas la majorité nationale. Cela pourrait permettre aux dirigeants du PDP d'adopter, en vue des prochaines élections, une politique plus modérée qui devrait séduire les électeurs centristes grâce à une bonne gestion et à des compromis avec l'opposition, tout en continuant d'affirmer la souveraineté de la RDC, son indépendance, son système démocratique, et en renforçant la « conscience » taïwanaise de la population.

Pour conclure, lors de cette élection, c'est le PDP qui a connu la plus forte progression de suffrages (en nombre absolu et en pourcentage). La base du camp bleu s'est considérablement affaiblie. Tous les partis ont échoué à attirer les électeurs aux urnes, notamment les électeurs centristes, ce qui a eu des conséquences fortement négatives pour le PDP. L'électorat a eu tendance à rejeter les partis radicaux des deux camps (PFP et TSU) en faveur des (relativement) modérés. Le KMT sous la direction de Lien Chan a réussi à inverser son déclin, mais le nombre des suffrages en sa faveur n'a pas progressé. Le clientélisme, les factions et les réseaux locaux restent des composantes importantes du succès. Enfin, les aspects tactiques de l'élection (nomination,

41. Le plus petit nombre de votes nuls explique le reste des « votes perdus » en 2004. Voir note précédente.

42. Les raisons qui expliquent pourquoi les électeurs de PDP ne se sont pas portés vers la TSU comprennent aussi leur perception du parti de Lee Teng-hui comme trop radical et leur malaise à voter pour d'anciens responsables et membres d'un parti, le KMT, longtemps associé à la corruption et aux accords entre amis.

allocation des voix) ont été des éléments majeurs et déterminants du résultat final.

Les conséquences du scrutin et la recomposition du champ politique à Taiwan

Ces élections montrent, encore une fois, qu'il ne faut pas trop croire les sondages d'opinion, notamment à Taiwan où leur fiabilité est entachée par un esprit partisan et des méthodes parfois sciemment pécuniairement faibles.

Pour le camp bleu, de nouvelles divisions au sein de l'alliance et un ciel couvert pour le KMT se profilent à l'horizon. Un parti qui perd constamment des électeurs alors que l'environnement économique et politique est défavorable à ses opposants aura du mal à regagner une position dominante. Le succès du KMT à cette élection a été principalement construit sur le retour des « enfants perdus » du PFP et du NP au sein du vieux parti, et sur une mobilisation très efficace de sa base électorale locale. Il justifie d'une certaine manière la stratégie de retour idéologique à une ère pré-Lee Teng-hui et à un KMT orthodoxe mise en œuvre par Lien Chan depuis quatre ans afin de regagner les électeurs qui l'avaient déserté en 2000 et 2001 en faveur de Soong et du PFP⁽⁴³⁾. Le KMT peut aujourd'hui envisager des réformes internes dans des conditions plus favorables, donnant à la génération actuelle de dirigeants l'occasion de se retirer dignement. Lien Chan devrait officiellement abandonner son poste de président en août, imposant au parti de trouver un nouveau dirigeant⁽⁴⁴⁾. La bataille pour la succession entre Ma Ying-jeou et Wang Jin-pyng est déjà engagée et devrait se conclure par un vote en juillet. Si les électeurs « bleu foncé » ne risquent pas de quitter le parti ou l'alliance, comme les chiffres du scrutin l'indiquent, ils ne constituent pas non plus une majorité suffisante pour assurer la victoire lors des futures consultations, notamment en cas de fort taux de participation.

Le pouvoir d'attraction du camp bleu apparaît ainsi plus bas que jamais comme le prouve son incapacité à garder plus d'un demi-million de ses propres électeurs de 2001, sans même parler de son peu d'attrait pour les électeurs centristes. L'électorat jeune et des classes moyennes a peu apprécié l'attitude du camp bleu après l'élection présidentielle, son obstruction au Parlement, son incapacité à se réformer et à assurer un transfert générationnel au sein de sa direction, et finalement est resté sceptique vis-à-vis de son programme qui n'est pas plus attrayant que celui des Verts.

L'orientation pro-chinoise et l'appel du camp bleu à une intégration économique rapide avec la Chine effraie en effet une partie de la classe moyenne-inférieure, incapable d'investir en Chine et n'y voyant que peu de bénéfices personnels. A court terme, cette élection a coupé court à toute possibilité de fusion rapide entre le KMT et le PFP, qui a déjà décidé qu'il valait mieux vivre sa vie qu'être avalé par son grand allié⁽⁴⁵⁾. Battus par la machine électorale de leur rival, les factions populaires et fortement anti-KMT du PFP et leurs dirigeants, avec à leur tête Soong Chu-yu et le vice-président du parti Chang Chao-hsiung, sont moins enclins que jamais à abandonner les fruits de quatre ans de travail, leur célébrité et leur influence personnelle pour une position marginale au sein d'un parti qui garderait le nom et l'organisation centralisée du KMT.

Dans le camp vert, la défaite a conduit les responsables du PDP à reconsidérer leurs tactiques et méthodes avec comme buts, pour Chen, d'éviter la marginalisation au cours de son second mandat, et pour le parti de mettre en œuvre, en coopération avec le Parlement, une partie de son programme. Le parti et le Président ont donc changé de ton et annoncé qu'afin de respecter la volonté populaire, ils rechercheront le compromis avec tous les partis allant jusqu'à offrir des portefeuilles gouvernementaux aux membres de l'opposition, et envisager la formation d'un gouvernement de coalition⁽⁴⁶⁾. L'idée de collaborer avec le camp bleu, notamment avec le PFP, a été affirmée à maintes reprises par les députés PDP, les membres du gouvernement et les proches collaborateurs de Chen⁽⁴⁷⁾. Le résultat a été, non pas un accord de coalition, mais un « consensus » sur dix points signés par Chen Shui-bian et Soong Chu-yu promettant une baisse des hostilités si ce n'est une réelle coopération au Parlement⁽⁴⁸⁾.

Ceci en dit long sur la nature de la politique à Taiwan, beaucoup moins idéologique et partisane, et plus pragmatique et orientée vers le pouvoir que ne pourraient le croire les analystes occidentaux qui se réfèrent à l'expérience européenne. Deux éléments expliquent ces derniers développements.

43. Le KMT a célébré en février le retour dans ses rangs de 18 anciens ténors du parti, incluant Hau Pei-tsun et Lin Yang-kang. Cf. « 18 ex-KMT heavyweights rejoin opposition party », *China Post*, 5 février 2005.
44. Caroline Hong, « Lien makes August date », *Taipei Times*, 18 décembre 2004.
45. « 'Door is shut' on pan-blue merger. PFP Chairman says », *Taipei Times*, 13 décembre 2004.
46. *Associated Press*, « Chen tries a new strategy », *Taipei Times*, 19 décembre 2004.
47. Lee Wen-chung, « A coalition between DPP, PFP is plausible », *Taipei Times*, 12 janvier 2005.
48. Pour la liste des dix points du consensus, cf. « Joint Statement of President Chen and Chairman Soong », *China Post*, 25 février 2005.

C'est d'une part pour le PDP, le besoin urgent de réfuter l'argument de la « légitimité » brandi par le KMT, en exhibant une image de consensus et en montrant que le Président reste la source du pouvoir exécutif dans le système constitutionnel taiwanais. C'est d'autre part la propre évolution et les manœuvres du PFP à la suite de sa défaite.

Le PFP entend maintenant se repositionner vers le milieu du spectre politique. Tout en gardant sa base électorale de Bleus continentaux, l'idéologie anti-indépendantiste et l'objectif de réconciliation politique avec la Chine, Soong essaie de reconstruire l'image du parti comme un pont entre les deux camps afin de sortir le pays de l'impasse créée par l'opposition PDP/KMT au sein de la législature. Le PFP est désormais officiellement prêt à coopérer avec tous les partis afin de progresser sur toutes questions d'intérêt national ou populaire. Les ouvertures du PDP ont d'ailleurs déjà légitimé la nouvelle image du PFP. Mais tout comme le « consensus en 10 points » passe mal auprès des indépendantistes du PDP, le rapprochement avec les Verts suscite des remous importants au sein du PFP, et ses membres « bleu foncé » pourraient maintenant être attirés par un retour au KMT, plus orthodoxe que jamais.

Ceci ne devrait donc pas permettre la formation d'une coalition PFP-PDP, comme ce dernier l'a publiquement souhaité (sans doute par calcul politique). Mais des formes variées de coopération entre le nouveau gouvernement de Hsieh Chang-ting, plutôt ouvert d'esprit, et le PFP ou le KMT – maintenant dépassé par son partenaire pour ce qui est de l'image « centriste » – pourraient s'avérer possibles.

La coopération politique à Taiwan requiert habituellement de longues tractations qui sont loin d'assurer un quelconque résultat et dépendent toujours de la stratégie à court terme de chaque parti. L'année 2005 montrera si l'environnement politique taiwanais a suffisamment changé après l'élection de décembre pour susciter un nouveau type d'esprit coopératif entre le gouvernement et le pouvoir législatif. Dans tous les cas, Soong et Chen ont montré après l'élection qu'ils restent les hommes politiques les plus perspicaces et imaginatifs, et dans un sens les vrais représentants d'une classe politique moderne à l'opposé de Lien Chan et des autres responsables du KMT.

L'horizon de la bataille politique est désormais fait d'une série d'élections locales en 2005 et 2006, avant les élections présidentielles et législatives de 2008. Comme l'analyse du scrutin de décembre le révèle, le camp bleu n'est pas au mieux de sa forme. Il aurait besoin d'innover pour répéter son succès législatif. Il ne peut pas seulement compter sur ses réseaux de soutien traditionnels et le charisme de Ma

Ying-jeou comme le montre clairement son déclin constant ces dernières années.

Dans le camp PDP, les compromis exigés par l'action gouvernementale seront certainement un atout pour construire une image plus modérée. Le nouveau tandem composé de Su Tseng-chang, qui a remplacé Chen Shui-bian à la présidence du PDP, et du Premier ministre Hsieh Chang-ting pourrait devenir le prochain « ticket » présidentiel. Pour beaucoup au sein du parti, ceci constituerait une équipe idéale. Respectivement ancien gouverneur du comté de Taipei et ancien maire de Kaohsiung, ils ont remporté des succès électoraux dans des environnements difficiles, et sont connus pour leur modération, leurs méthodes consensuelles tout autant que pour leurs compétences et leur charisme.

Pour la TSU, son rôle d'aile radicale du camp vert devrait persister. Lee Teng-hui et les indépendantistes purs et durs du PDP considèrent qu'il est important de maintenir leur objectif à long terme d'une sortie formelle de Taiwan de l'architecture constitutionnelle de la RDC. Des signes d'ouverture vis-à-vis de l'opposition apparaissent néanmoins dans le but de donner une image plus responsable du parti. Reste que la TSU devrait rester un élément additionnel apprécié mais marginal d'un prochain succès du PDP.

En outre, l'évolution des relations entre les deux rives continuera de contraindre la vie politique. Les signes d'apaisement du début de l'année, à la suite de l'échange de vols directs entre Taiwan et la Chine pour le Nouvel An chinois, ont été remplacés par le retour de la tension avec l'approbation le 8 mars de la loi « anti-séparation » par le parlement chinois. Ses conséquences en sont un renouveau de l'opposition à la Chine et un revirement visible de l'opinion internationale, et surtout des Etats-Unis, en faveur de Taiwan et contre la menace chinoise. Encore une fois, les réactions américaines seront cruciales dans la gestion de la situation à travers le détroit ainsi que pour indiquer dans quelle direction se dirigera le triangle stratégique Washington-Taipei-Pékin.

La prochaine élection du Yuan législatif en 2008 présentera un visage assez différent puisqu'elle se tiendra en même temps que le scrutin présidentiel, que le nombre de sièges à pourvoir sera diminué de moitié et que le mode de scrutin sera fondé sur le double vote (candidat/parti) à un tour dans des circonscriptions uninominales. Les amendements constitutionnels instaurant ces changements et votés en août 2004 doivent être ratifiés par l'Assemblée nationale qui se réunira cette année après son élection à la mi-mai 2005. Ce sera le premier test électoral de l'année qui montrera rapidement comment les repositionnements respectifs des partis politiques sont appréciés de l'électorat. •